



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 7 mai 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, mars 2007

2

La valeur des permis de bâtir a fortement augmenté en mars. Elle a rebondi en enregistrant une croissance d'au moins 10 %, après avoir connu un résultat particulièrement léthargique en février. Les entrepreneurs ont pris pour 6,1 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 27,4 % de plus qu'en février.

Nouveaux produits

7



Communiqués

Permis de bâtir

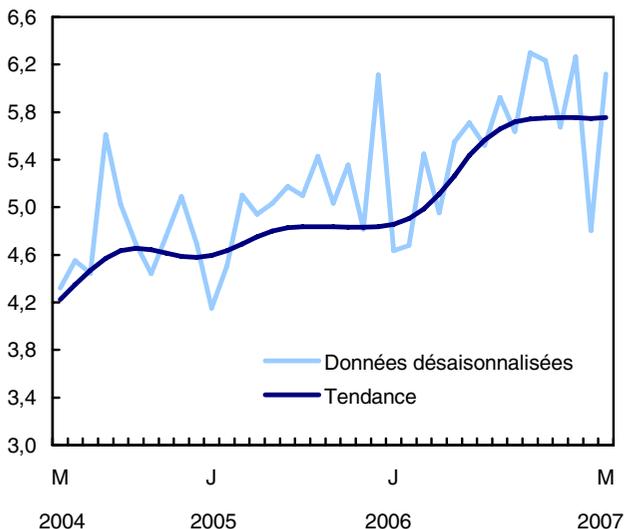
Mars 2007

La valeur des permis de bâtir a fortement augmenté en mars. Elle a rebondi en enregistrant une croissance d'au moins 10 %, après avoir connu un résultat particulièrement léthargique en février.

Les entrepreneurs ont pris pour 6,1 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 27,4 % de plus qu'en février. Les progressions ont été comparables pour les secteurs résidentiel et non résidentiel.

La valeur totale des permis est en hausse en mars après une baisse marquée

En milliards de dollars



Dans le secteur non résidentiel, les intentions ont grimpé de 30,2 % pour s'établir à 2,4 milliards de dollars, grâce à un important rendement des secteurs industriel et commercial, qui a plus que compensé une légère baisse des intentions de construction institutionnelle.

Dans le secteur résidentiel, les logements tant unifamiliaux que multifamiliaux ont rebondi, ce qui devait porter la valeur des permis à 3,7 milliards de dollars. Il s'agit de 25,6 % de plus qu'en février et du plus haut niveau noté depuis cinq mois.

En mars, la valeur totale des permis a dépassé de 0,9 % la moyenne mensuelle pour les trois derniers mois de 2006. Le dernier trimestre de 2006 a été le

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

meilleur jamais observé pour la valeur des permis de bâtir.

Les intentions de construction résidentielle et non résidentielle ont connu des accroissements dans toutes les provinces à quelques exceptions près. Au Manitoba, on a indiqué une baisse dans les deux secteurs. En Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador, les intentions ont marqué un recul seulement dans le secteur résidentiel.

Secteur de l'habitation : On recouvre les pertes inscrites en février

Les intentions de construction dans le secteur de l'habitation en mars ont plus que compensé la diminution enregistrée en février, grâce à une importante croissance observée dans les permis de logements multifamiliaux.

Les municipalités ont délivré pour 1,3 milliard de dollars de permis de logements multifamiliaux. Il s'agit d'un accroissement de 65,3 % et du niveau le plus élevé observé pour les quatre derniers mois. Dans l'ensemble, 9 663 logements ont ainsi été approuvés. Il s'agit d'une hausse de 38,3 % de février à mars.

La valeur des permis de logements unifamiliaux a presque effacé les pertes inscrites le mois précédent, ayant affiché une augmentation de 10,7 % qui les a portés à 2,4 milliards de dollars. Cela représente la troisième progression enregistrée depuis quatre mois. Les municipalités ont autorisé la construction

de 9 584 logements unifamiliaux, soit 5,3 % de plus qu'en février.

Malgré cette hausse appréciable du nombre de logements approuvés par rapport à février, la tendance à la baisse des derniers mois dans le nombre de logements approuvés s'est poursuivie en mars. La tendance à la baisse s'est amorcée en août 2006 à la suite d'une croissance quasi ininterrompue, laquelle a débuté en mars 2005.

Plusieurs facteurs font que la demande bat toujours son plein sur le marché de l'habitation, soit la constante vigueur de l'emploi, les taux hypothécaires toujours avantageux et le revenu disponible en croissance. En revanche, la confiance des consommateurs a diminué récemment, et l'abordabilité du logement pourrait être touché par les prix des nouveaux logements qui continuent à s'élever.

À l'échelon provincial, l'Ontario a enregistré le meilleur accroissement (en dollars) pour la valeur totale des permis de construction résidentielle (+25,7 % pour se situer à 1,2 milliard de dollars). La progression a été vive pour les permis de logements unifamiliaux et multifamiliaux.

La Colombie-Britannique et l'Alberta ont aussi vu la valeur des permis évoluer nettement à la hausse, et, pour les intentions de construction résidentielle, le niveau de l'Alberta était le deuxième en importance jamais noté. La valeur des permis de logements multifamiliaux a connu une forte avance dans ces deux provinces. Dans le cas des logements unifamiliaux, l'Alberta a présenté un léger accroissement et la Colombie-Britannique, une perte.

Au Québec, on a constaté une forte progression de la valeur des permis de logements unifamiliaux. Ceux-ci se sont établis à 468 millions de dollars, ayant atteint leur valeur la plus élevée depuis octobre 2004.

À Terre-Neuve-et-Labrador, on note pour les logements tant unifamiliaux que multifamiliaux de fortes diminutions faisant contrepoids à de larges hausses enregistrées en février.

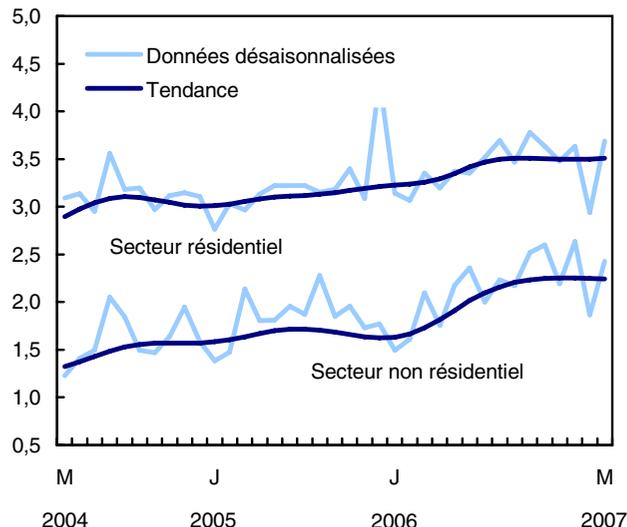
Sur le plan trimestriel, la valeur des permis de construction résidentielle a été de 10,3 milliards de dollars pour les trois premiers mois de 2007, en baisse de 5,8 % depuis le quatrième trimestre de 2006.

Au premier trimestre, les permis de logements unifamiliaux se sont chiffrés à 6,9 milliards de dollars (+1,5 %), et la valeur des permis de logements multifamiliaux a diminué de 17,7 % pour se chiffrer à 3,4 milliards de dollars.

Les municipalités ont autorisé la construction de 55 018 logements au premier trimestre, soit 6,8 % de moins qu'au dernier trimestre de 2006.

Remontées dans les secteurs résidentiel et non résidentiel

En milliards de dollars



Construction non résidentielle : bond des permis dans les secteurs commercial et industriel

Dans le secteur non résidentiel, l'accroissement de 30,2 % inscrit en mars s'explique par une ferme progression des intentions de construction dans la plupart des provinces et dans 26 des 34 régions métropolitaines de recensement.

Dans le secteur commercial, la valeur des permis a atteint 1,5 milliard de dollars en mars. Il s'agissait d'une hausse de 43,1 % qui succédait à une baisse de 21,3 % notée en février. C'est ainsi que la valeur des permis de construction commerciale a atteint leur deuxième valeur en importance dans l'histoire, cette valeur n'étant dépassée que par le sommet de 1,6 milliard de dollars atteint en octobre 2006.

Bien que la progression soit attribuable dans une large mesure à d'importants projets d'immeubles à bureaux et à la catégorie d'immeubles récréatifs, tous les types de bâtiments commerciaux ont évolué à la hausse.

À l'échelon provincial, le meilleur accroissement (en dollars) pour le secteur commercial a été enregistré en Alberta, grâce en grande partie à la forte demande d'immeubles à bureaux et de projets d'hôtels. Au Québec et en Ontario, les hausses ont aussi été appréciables.

Dans le secteur industriel, la valeur des permis s'est accrue de 37,6 % pour se situer à 423 millions de dollars, après avoir décliné de 53,5 % en février. La progression provenait des projets de construction d'usines.

En mars, on a vu les permis de construction industrielle évoluer à la hausse dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique. Le Nouveau-Brunswick a connu de loin le meilleur accroissement (en dollars), ayant atteint un nouveau sommet de 58 millions de dollars, lequel est attribuable à de grands projets d'usines.

Dans le secteur industriel, la tendance générale demeure relativement stationnaire depuis septembre 2006, après une évolution marquée à la hausse pendant les trois premiers trimestres de la même année.

Dans le secteur institutionnel, la valeur des permis a légèrement fléchi de 1,3 % pour s'établir à 494 millions de dollars. Il s'agit d'une troisième diminution observée dans les quatre derniers mois. La croissance des intentions de construction d'établissements médicaux a été contrebalancée par la diminution de la valeur des permis de construction d'établissements d'enseignement. La tendance de la valeur des permis de construction institutionnelle évolue à la baisse depuis octobre 2006.

À l'échelon provincial, l'Alberta a connu une forte baisse de la valeur des permis institutionnels, ayant connu d'importantes diminutions pour les établissements médicaux et les établissements d'enseignement. Ce recul fait suite à un très haut niveau inscrit en février.

En Ontario, les permis de construction institutionnelle ont fait un bond de 59,7 %, après avoir régressé de 50,8 % en février. Les projets de construction d'hôpitaux constituent le principal facteur à l'origine de ce revirement.

Sur le plan trimestriel, la valeur cumulative des permis de construction non résidentielle s'est établie à 6,9 milliards de dollars au premier trimestre de 2007. Il s'agit de 5,3 % de moins que les 7,3 milliards de dollars enregistrés au dernier trimestre de 2006, qui constitue un sommet trimestriel.

Le recul le plus marqué s'est produit dans le secteur commercial (-9,8 % pour se situer à 4,3 milliards de dollars), suivi du secteur institutionnel (-1,9 % pour s'établir à 1,6 milliard de dollars), ayant connu une deuxième diminution trimestrielle de suite. La valeur des permis de construction industrielle a progressé de 5,4 % pour atteindre 1,4 milliard de dollars, soit leur plus haut niveau enregistré depuis le premier trimestre de 1989.

Plusieurs facteurs pourraient agir favorablement sur les intentions de construction non résidentielle, soit

la forte demande de locaux à bureaux dans plusieurs centres, les taux d'intérêt avantageux et les bénéfices élevés des sociétés. De plus, selon la plus récente Enquête sur les perspectives du monde des affaires de Statistique Canada, les fabricants envisageaient avec optimisme la production et l'emploi au deuxième trimestre de 2007.

Régions métropolitaines : baisse trimestrielle dans la majorité des cas

La valeur des permis de bâtir a baissé au premier trimestre de 2007 dans une majorité de régions métropolitaines, et ce, dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Dans l'ensemble, elle a diminué dans 21 des 34 régions métropolitaines de recensement. La plus importante régression a été indiquée à Vancouver, après avoir atteint un sommet trimestriel au cours des trois derniers mois de 2006.

On constatait d'autres diminutions importantes à Montréal, à Halifax, à Calgary et à London. À Halifax, la valeur des permis de bâtir est tombée à son plus bas niveau trimestriel depuis le quatrième trimestre de 2001. À London, la valeur au premier trimestre était la plus modeste enregistrée depuis le dernier trimestre de 2003.

En revanche, de nouveaux sommets trimestriels ont été atteints à Saint John, à Québec, à Grand Sudbury, à Saskatoon et à Victoria.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de mars 2007 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'avril sera diffusé le 6 juin.

Pour obtenir des données, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour obtenir des renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Février 2007 ^r	Mars 2007 ^p	Février à mars 2007	Janvier à mars 2006	Janvier à mars 2007	Janvier-mars 2006 à janvier-mars 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
St. John's	22,9	25,3	10,4	69,5	71,5	2,9
Halifax	24,8	24,9	0,5	148,6	81,1	-45,4
Moncton	14,2	11,9	-16,0	35,2	36,6	4,1
Saint John	15,8	36,0	126,9	38,2	73,1	91,2
Saguenay	5,9	10,4	76,9	28,5	20,5	-27,9
Québec	115,7	131,2	13,4	285,5	343,7	20,4
Sherbrooke	23,9	21,1	-11,8	106,6	62,5	-41,4
Trois-Rivières	13,2	23,2	75,6	51,0	53,9	5,6
Montréal	431,6	590,5	36,8	1 383,4	1 489,3	7,7
Ottawa-Gatineau Ontario/Québec	166,8	296,2	77,6	643,6	691,6	7,5
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	31,1	58,7	88,6	120,1	133,6	11,2
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	135,6	237,5	75,1	523,5	558,0	6,6
Kingston	8,7	32,4	273,1	54,5	51,6	-5,4
Peterborough	6,5	8,1	23,9	37,0	16,7	-54,7
Oshawa	28,4	47,2	66,2	216,0	175,6	-18,7
Toronto	892,6	1 016,3	13,9	2 285,8	3 152,5	37,9
Hamilton	66,4	143,7	116,4	236,9	294,5	24,3
St. Catharines-Niagara	34,5	38,6	12,0	100,6	93,1	-7,4
Kitchener	62,5	79,9	27,9	246,2	183,6	-25,4
Brantford	10,0	17,2	72,0	41,6	36,3	-12,7
Guelph	32,8	22,3	-32,1	64,1	67,7	5,6
London	50,1	56,2	12,2	215,0	178,4	-17,0
Windsor	22,0	22,9	4,2	144,0	65,2	-54,7
Barrie	14,0	34,6	146,5	123,9	63,9	-48,5
Grand Sudbury	6,1	14,9	144,0	16,4	131,1	698,5
Thunder Bay	4,2	5,9	38,7	20,0	20,3	1,8
Winnipeg	93,1	72,2	-22,4	204,0	231,3	13,4
Regina	14,7	22,2	51,0	64,6	70,2	8,7
Saskatoon	37,8	62,7	65,6	104,1	146,9	41,0
Calgary	343,3	569,0	65,7	1 237,1	1 347,6	8,9
Edmonton	283,2	329,6	16,4	751,6	961,6	27,9
Kelowna	46,5	125,4	169,8	110,3	206,0	86,9
Abbotsford	28,8	12,3	-57,2	139,7	90,0	-35,5
Vancouver	435,0	525,8	20,9	1 394,7	1 614,2	15,7
Victoria	67,3	140,2	108,4	169,9	290,3	70,9

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Février 2007 ^r	Mars 2007 ^p	Février à mars 2007	Janvier à mars 2006	Janvier à mars 2007	Janvier-mars 2006 à janvier-mars 2007
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	4 804,1	6 120,7	27,4	14 764,3	17 189,5	16,4
Résidentiel	2 939,0	3 691,4	25,6	9 560,7	10 263,1	7,3
Non résidentiel	1 865,1	2 429,3	30,2	5 203,7	6 926,4	33,1
Terre-Neuve-et-Labrador	38,2	38,5	0,7	98,2	120,2	22,4
Résidentiel	32,8	22,7	-30,6	82,7	81,3	-1,8
Non résidentiel	5,5	15,8	188,7	15,5	39,0	151,4
Île-du-Prince-Édouard	10,7	15,5	44,9	47,0	38,3	-18,6
Résidentiel	8,8	13,1	49,5	34,6	30,9	-10,5
Non résidentiel	1,9	2,4	23,9	12,4	7,3	-41,1
Nouvelle-Écosse	64,0	78,2	22,1	305,5	221,2	-27,6
Résidentiel	52,6	49,5	-5,8	231,1	160,2	-30,7
Non résidentiel	11,4	28,6	150,5	74,5	60,9	-18,1
Nouveau-Brunswick	52,2	106,9	104,8	213,4	218,2	2,2
Résidentiel	33,1	33,8	2,0	122,7	105,8	-13,8
Non résidentiel	19,1	73,1	283,4	90,7	112,4	24,0
Québec	850,6	1 097,6	29,0	2 700,9	2 911,0	7,8
Résidentiel	584,6	698,1	19,4	1 804,2	1 916,9	6,2
Non résidentiel	265,9	399,4	50,2	896,8	994,1	10,9
Ontario	1 694,3	2 174,3	28,3	5 307,8	6 502,3	22,5
Résidentiel	961,4	1 208,7	25,7	3 330,5	3 429,6	3,0
Non résidentiel	732,9	965,6	31,7	1 977,4	3 072,7	55,4
Manitoba	139,9	112,0	-19,9	308,3	366,4	18,8
Résidentiel	83,1	77,4	-6,9	199,7	238,9	19,6
Non résidentiel	56,8	34,6	-39,1	108,6	127,5	17,4
Saskatchewan	97,2	118,8	22,2	216,6	319,1	47,3
Résidentiel	64,2	79,1	23,3	107,8	205,0	90,1
Non résidentiel	33,0	39,7	20,0	108,8	114,1	4,9
Alberta	999,7	1 291,6	29,2	2 966,0	3 464,9	16,8
Résidentiel	610,3	763,7	25,1	1 941,1	2 119,8	9,2
Non résidentiel	389,3	527,9	35,6	1 024,8	1 345,1	31,2
Colombie-Britannique	836,9	1 050,3	25,5	2 556,0	2 960,7	15,8
Résidentiel	501,8	710,5	41,6	1 693,4	1 929,7	14,0
Non résidentiel	335,1	339,8	1,4	862,6	1 031,0	19,5
Yukon	17,2	2,1	-88,0	32,9	23,7	-27,9
Résidentiel	3,8	2,0	-46,6	9,6	8,5	-11,3
Non résidentiel	13,4	0,0	-99,8	23,3	15,2	-34,8
Territoires du Nord-Ouest	0,9	1,5	65,2	2,5	6,5	161,9
Résidentiel	0,2	0,6	176,8	1,8	0,9	-47,6
Non résidentiel	0,7	0,9	30,3	0,7	5,6	713,0
Nunavut	2,2	33,5	1 399,6	9,1	37,1	307,7
Résidentiel	2,2	32,0	1 332,4	1,5	35,6	2 273,6
Non résidentiel	0,0	1,5	...	7,6	1,5	-79,8

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Nouveaux produits

Il n'y a pas de nouveau produit aujourd'hui.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 1 - 001F (English) 11-001-XIF/0394493

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être informé, à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996**
Malgré le prix élevé des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne 2,4 déplacements en transport urbain par semaine en transport urbain, soit le même le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996**
À l'instar de la croissance des dépenses de santé en 1996, la baisse de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 est, elle aussi, encore une fois relativement faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de offre d'emploi, mai 1997 10
- Emploi sur les ordres de travail, 1997 11
- Aspirer un salaire postérieur, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'oroché, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistique Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007.

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.